

---

## SÉNAT DE BELGIQUE.

---

SESSION DE 1920-1921

---

### COMMISSION DES PÉTITIONS

---

FEUILLETON AU 26 JUILLET 1921

---

#### Pétitions sur lesquelles la Commission a statué.

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
---------------------	--

- |    |      |   |
|----|------|---|
| 1. | 251. | Le Conseil communal d'Anderlecht émet le vœu de voir réviser la loi sur l'alcool dans le sens de la généralisation de ses interdictions et de l'établissement d'un monopole de la fabrication de l'alcool conféré à l'État. |
|----|------|---|

Le Conseil communal d'Ixelles transmet au Sénat la copie d'un ordre du jour tendant à obtenir la révision de la loi sur la vente de l'alcool.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

- |    |      |  |
|----|------|--|
| 2. | 265. | Le sieur Papeux, président de la Fédération nationale des combattants (section de Braine-le-Château), émet le vœu, au nom de ce groupement, de voir allouer une dotation aux déportés. |
|----|------|--|

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

- |    |      |  |
|----|------|--|
| 3. | 266. | Les sieurs Leroy et Brants, président et secrétaire de l'« Association libérale de Molenbeek-Saint-Jean » transmettent au Sénat un ordre du jour demandant la suppression de la case de tête dans les bulletins de vote. |
|----|------|--|

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros du registre des  
d'ordre. pétitions.

4. 269. Le Conseil communal de Laeken émet un vœu tendant à ce que, à l'avenir, les bourgmestres soient élus par les membres du conseil communal.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

5. 272. Les sieurs De Rudder et De Coster, président et secrétaire du « Cercle des déportés du Grand-Bruxelles », demandent que le bénéfice de certaines exemptions en matière d'impôts accordé aux anciens combattants soit étendu aux déportés, réquisitionnés et prisonniers politiques sous l'occupation allemande.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

6. 273. Le Conseil communal de Gilly émet le vœu de voir les Chambres législatives adopter une loi qui rende obligatoire, pour les jeunes gens des deux sexes, l'éducation professionnelle au même titre que l'enseignement primaire.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

7. 274. Le Conseil communal de Pâturages demande l'incorporation des bois ayant appartenu à la famille d'Arenberg dans le domaine de l'État.

Mêmes pétitions des Conseils communaux de Genly, Jemappes, Wasmès, Dour.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

8. 280. Le sieur Liesenborg, secrétaire du « Vlaamsche Bond » de Schaerbeek, proteste contre « l'immixtion d'un diplomate étranger dans nos affaires intérieures » et demande que le Gouvernement saisisse cette casion pour dénoncer l'accord militaire franco-belge.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

Numéros du registre des  
d'ordre. pétitions.

9.

281.

Les sieurs Leperre et De Meyer, président et secrétaire de l' « Association générale des Employés de Gand », transmettent au Sénat un projet de loi en faveur de l'institution d'une caisse de pensions pour employés et voyageurs de commerce.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et du Ravitaillement.*

10.

282.

Les président et secrétaire de la société de secours mutuels « Volksliefde » de Gand, proposent des modifications à apporter à la loi sur les pensions de vieillesse.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et du Ravitaillement.*

11.

283.

Le chevalier de Selliers de Moranville, lieutenant général à la retraite, chef d'état-major de l'armée en 1914, demande l'institution d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les événements de guerre en Belgique, en 1914 et 1915.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

12.

284.

Les président et secrétaire de la « Fédération nationale des combattants », section de Bruges, demandent l'amnistie pour les détenus militaires condamnés pendant la guerre.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

13.

285.

Les sieurs Vanden Weyngaert, Spruyt et consorts, directeurs de compagnies d'assurances sur la vie, transmettent au Sénat un exposé de la question du contrôle des entreprises d'assurances.

DÉCISION :

*Dépôt sur le Bureau pendant la discussion  
du projet de loi y relatif.*

Numéros du registre des  
d'ordre. pétitions.

14. 286.

Les sieurs Monballiu et D'Hont, président et secrétaire du « Cercle du commerce et de l'industrie de l'arrondissement de Bruges », demandent le retour au régime de la liberté des transactions commerciales.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

15. 287.

Le Conseil communal de Malmedy transmet au Sénat, en le priant de bien vouloir l'appuyer, la copie d'une requête adressée à M. le Premier Ministre, priant le Gouvernement de ne pas procéder au change des marks dans les cantons redimés, tel qu'il est prévu dans le décret du Haut Commissaire du Roi, publié le 13 janvier 1921.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

16. 288.

Le sieur J. Verfaillie, secrétaire des « Anciens combattants flamands » (V. O. S.) d'Iseghem, transmet au Sénat le texte d'un ordre du jour de ce groupement réclamant : 1<sup>o</sup> le service militaire obligatoire de six mois et la division régionale de l'armée avec la langue maternelle comme langue véhiculaire ; 2<sup>o</sup> l'amnistie aux détenus politiques et à ceux coupables d'actes d'incivisme ; 3<sup>o</sup> la flamandisation de la justice, de l'enseignement et de l'administration ; 4<sup>o</sup> satisfaction pour les revendications des anciens combattants, ainsi que pour celles des déportés, sinistrés et autres victimes civiles de la guerre.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

17. 289.

Le sieur A. Waeghe, au nom des armateurs et pêcheurs de Blankenberghe, transmet au Sénat copie d'une pétition adressée à la Chambre des Représentants, exposant l'état defectueux du port de pêche de Blankenberghe et les réfections et améliorations urgentes qu'il y a lieu d'y apporter.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

Numéros  
du registre des  
d'ordre. pétitions.

18. 293. Les sieurs Masset et Singer, président et secrétaire de l'« Union des patrons tapissiers-garnisseurs patentés », demandent la revision de la loi des huit heures.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail  
et du Ravitaillement.*

19. 296. Le Conseil communal de Watermael-Boitsfort émet le vœu de voir reviser la loi sur l'alcool « dans un sens favorable à la morale et à la liberté ».

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

20. 302. Le Conseil communal de Hasselt proteste contre l'institution d'un cours de morale laïque dans l'enseignement primaire et contre l'omission du cours de religion dans l'enseignement du quatrième degré.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

21. 303. Les président et secrétaire de la société « Verbond der Vlaamsche Kringen » de Borgerhout, demandent la division régionale de l'armée et l'amnistie pour les anciens combattants.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

22. 304. Le Conseil communal de Pironchamps émet le vœu de voir les Chambres législatives rendre obligatoires les cours d'adultes pour les jeunes gens de quatorze à dix-huit ans qui restent désœuvrés par suite de l'application de la loi des huit heures.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
23.	306.

Le Conseil communal de Bruxelles émet le vœu qu'une décision définitive, sauvegardant les intérêts de la ville, intervienne d'urgence au sujet de la convention conclue en 1903 entre l'État et la ville de Bruxelles, convention prévoyant la création d'une gare centrale (jonction Nord-Midi).

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer.*

24.	307.
-----	------

Les président et secrétaire du « Vlaamsche Oudstrijdersbond » de Ghistelle, demandent l'amnistie pour les anciens combattants, la répression des abus et la confiscation des bénéfices exagérés au profit de la reconstruction des régions dévastées.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

25.	308.
-----	------

Les président et secrétaire de la « Fédération nationale des combattants », section de Namur, émettent des vœux relatifs à l'organisation financière du « Fonds des Combattants ».

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.*

26.	309.
-----	------

Le Conseil communal de Mons proteste contre l'exploitation abusive de certains bois, notamment de ceux qui entourent la ville de Mons, et émet le vœu que ces derniers bois soient déclarés d'utilité publique et rachetés par l'État.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

27.	310.
-----	------

Le Conseil communal de Saint-Josse-ten-Noode émet le vœu de voir reviser la loi sur le débit de l'alcool.

Même pétition du Conseil communal d'Ixelles.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

- | Numéros<br>d'ordre. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions |  |
|---------------------|---|--|
| 28.                 | 312.                                    | Par pétition datée d'Arlon, le sieur Koenig, docteur en médecine, sollicite l'augmentation d'une bourse d'études universitaires. |

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

- |     |      |  |
|-----|------|--|
| 29. | 313. | Le sieur Schoeters, secrétaire de la section anversoise du « Vlaamsche Oud-strijdersbond », demande qu'un projet de loi d'amnistie soit voté par les Chambres en faveur d'anciens combattants détenus. |
|-----|------|--|

Même pétition des sieurs Meurrens, Huyberechts et consorts, du groupement similaire de Louvain.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

- |     |      |   |
|-----|------|---|
| 30. | 314. | Le président de la « Fédération nationale des combattants », section de Tournai, émet le vœu que les jurys d'assises comprennent à l'avenir un tiers de leurs membres choisis parmi les mutilés de la guerre. |
|-----|------|---|

DÉCISION :

*Dépôt sur le bureau pendant la discussion du projet de loi y relatif.*

- |     |      |   |
|-----|------|---|
| 31. | 317. | Les sieurs Meurrens, Huyberechts et consorts, de Louvain, réclament la restitution des drapeaux et des papiers saisis par le parquet dans certaines sociétés d'anciens combattants à la suite des incidents du 29 juillet 1920. |
|-----|------|---|

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

- |     |      |  |
|-----|------|--|
| 32. | 320. | Les sieurs Mahy, Van Doren et consorts, présidents et commissaires de différentes associations professionnelles groupant les petits meuniers, négociants en grains, courtiers en farines, etc., expriment au Sénat le vœu de voir supprimer immédiatement les services commerciaux du Ministère du Ravitaillement. |
|-----|------|--|

Même pétition des sieurs Dauvister et Cardol, président et secrétaire du « Syndicat général des classes moyennes » de Verviers.

DÉCISION :

*Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget.*

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
33.	322.

Les président et secrétaire de la « Société belge des ingénieurs et des industriels » transmettent au Sénat une étude sur l'enseignement professionnel.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

34.	323.	Le sieur Francq, secrétaire de l' « Union nationale des associations des étudiants belges », transmet au Sénat le résultat d'un referendum organisé dans diverses associations universitaires, relatif à la création d'une université flamande.
-----	------	---

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

35.	324.	Le Conseil communal de Jumet émet des vœux pour la reprise par l'État de la dette de guerre des communes.
-----	------	---

Même pétition du Conseil communal de Roux.

DÉCISION :

*Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.*

36.	325.	Les sieurs Laurent et Delvaux, président et secrétaire de l' « Amicale économique » (association professionnelle du personnel du Ministère des Affaires économiques), transmettent au Sénat un ordre du jour relatif à l'application du barème de paiement des agents de l'État.
-----	------	--

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

37.	326.	Les président et secrétaire de l' « Union des pensionnés communaux de la Caisse provinciale de Liège » demandent le relèvement des pensions des anciens agents des administrations communales.
-----	------	--

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

38	327.	Par pétition datée de Soignies, la dame Coppin sollicite l'appui du Sénat pour obtenir la remise d'une peine.
----	------	---

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
39	328.

Les sieurs Meurrens, Huyberegts et consorts, membres du V. O. S. (Association flamande des anciens combattants), demandent que certains avantages soient accordés aux anciens combattants en matière d'impôts, ainsi que pour voyager sur les chemins de fer de l'État.

DÉCISION :

*Renvoi à MM. les Ministres des Finances et des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.*

40. 330. Le Conseil communal de Wilryck émet le vœu de voir l'État supprimer toutes les servitudes militaires.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.*

41. 332. Les sieurs J. Bonge et René Falise, président et secrétaire de l'Association des commerçants de Maugrétout (La Louvière), transmettent au Sénat le texte d'un ordre du jour : 1<sup>o</sup> protestant contre la loi du 11 octobre 1919 portant augmentation des taxes de péages du gaz et de l'électricité ; 2<sup>o</sup> demandant, afin de préserver les intérêts des consommateurs, que les pouvoirs publics exploitent en régie les services du gaz et de l'électricité.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

42. 333. Les président et secrétaire de l'Association des ingénieurs sortis de l'Institut agronomique de l'État, à Gembloux, transmettent au Sénat le texte d'un ordre du jour tendant à voir l'institut prendre place dans l'organisation administrative de l'enseignement supérieur par son rattachement au Ministère des Sciences et des Arts.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture.*

43. 336. Les président et secrétaire de la « Chambre syndicale des grains et farines » de Bruxelles transmettent au Sénat un ordre du jour demandant à la législature de ne plus voter d'impôts nouveaux « aussi longtemps que les gaspillages des deniers publics n'auront pas pris fin ».

DÉCISION :

*Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget du Ravitaillement.*

Numéros  
d'ordre.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

44. 337. Le sieur Meuter, détenu à la prison de Saint-Gilles, demande le remboursement des sommes portées à son livret d'épargne.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

45. 342. Le sieur Meulemeester, détenu à la prison centrale de Gand, sollicite une remise de peine.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

46. 344. Le Conseil communal de Morlanwelz-Mariemont proteste contre le projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

47. 345. Les président et secrétaire de la « Chambre syndicale des grains et farines » de Bruxelles prient le Sénat de refuser les crédits demandés pour le budget du Ministère du Ravitaillement.

DÉCISION :

*Dépôt sur le bureau pendant la discussion du budget du Ravitaillement.*

48. 346. Les sieurs De Bruyn et Van Hoydonck, président et secrétaire de la « Ligue des patrons cafetiers » d'Anvers, demandent la revision de la loi sur la consommation de l'alcool.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

49. 347. Les sieurs Laurent et Magdonelle, président et trésorier de l'« Amicale économique », transmettent au Sénat un ordre du jour relatif à l'action de leur groupement.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

Numéros  
d'ordre.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

50. 348. Le sieur Thurion, de Liège, émet divers vœux relatifs à la carrière des gardes et chefs-gardes à l'administration des chemins de fer de l'État.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer,  
Marine, Postes et Télégraphes.*

51. 349. Les sieurs Lynen et Lambert, président et secrétaire de l'« Association pour la propagation de la langue française » de Tirlemont, demandent pour cette ville le régime linguistique prévu pour l'agglomération bruxelloise dans le projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

52. 350. Le Conseil communal d'Ixelles proteste contre le projet de loi concernant l'emploi des langues voté par le Sénat, et réclame pour cette commune un régime maintenant sa situation linguistique actuelle.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

53. 352. Le Conseil communal de Mortsels proteste contre les amendements apportés par le Sénat au projet de loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

DÉCISION :

*Ordre du jour.*

54. 353. Les sieurs Venière et Lambin, président et secrétaire de la « Fédération des sous-officiers et soldats pensionnés », transmettent au Sénat un projet de révision des lois sur les pensions militaires et en proposent le vote.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre de la Défense nationale.*

( 12 )

Numéros d'ordre.	Numéros du registre des pétitions.
55.	354.

Le Conseil communal de Charleroi demande la revision de la loi de 1881 sur l'enseignement moyen en ce qui concerne les dépenses mises à charge des communes sièges d'un athénée ou d'une école moyenne.

DÉCISION :

*Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.*

*Le Président,*  
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.